



CHAPITRE 12

Loi des employés publics

SECTION I

DE LA NOMINATION, DE LA DESTITUTION ET DE LA SUSPENSION

Nomina-
tion.

1. À moins de dispositions spéciales, tout fonctionnaire ou employé public est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, par commission ou autrement, et reste en charge durant bon plaisir.

Officiers
conjoint.

Lorsque deux personnes ont été nommées conjointement par commission pour occuper la charge de greffier des appels, de protonotaire de la Cour supérieure, de greffier de la Cour de magistrat, de greffier de la couronne, de greffier de la paix, de shérif ou de registraire, et que l'un des conjoints cesse d'exercer ses fonctions par suite de décès ou pour quelque autre raison, la commission n'est pas caduque quant à l'autre conjoint, et ce dernier reste seul en fonction et continue, seul et sous son nom, à exercer les devoirs de la charge sans qu'il soit nécessaire de le nommer de nouveau ni de lui octroyer une nouvelle commission, et ce, jusqu'à ce que la ou les personnes nommées dans une nouvelle commission aient rempli les devoirs imposés par les articles 9, 39 et 40 de la présente loi. S. R. 1941, c. 10, a. 2 *{partie}*; 1-2 Eliz. II, c. 29, aa. 3 et 4.

Person-
nel des
commis-
sions.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer tous les officiers et employés nécessaires au bon fonctionnement de toute commission créée en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, lorsque la loi qui la crée n'y pourvoit pas.

CHAPTER 12

Public Officers Act

DIVISION I

APPOINTMENT, SUSPENSION AND REMOVAL

1. Unless otherwise specially provided, every public officer or employee shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, by commission or otherwise, and remain in office during pleasure. Appoint-
ment.

Whenever two persons have been appointed jointly by commission to hold the office of clerk of appeals, prothonotary of the Superior Court, clerk of the Magistrate's Court, clerk of the Crown, clerk of the Peace, sheriff or registrar, and one of the joint-officers ceases to perform his duties through death or for any other reason, the commission shall not lapse as to the other joint-officer, but the latter shall remain alone in office and shall continue, alone and in his own name, to perform the duties of the office without the necessity of appointing him anew or of granting him a new commission, until the person or persons appointed by a new commission have fulfilled the duties imposed by sections 9, 39 and 40 of this act. R. S. 1941, c. 10, s. 2 *(part)*; 1-2 Eliz. II, c. 29, ss. 3 and 4. Joint-
officers.

2. The Lieutenant-Governor in Council may appoint the officers and employees necessary for the proper functioning of any commission created under a general or special act, whenever the act creating the same has not provided therefor. Personnel
of a com-
mission.

Rémunération.

Il peut également pourvoir à la rémunération de ces officiers et employés, et cette rémunération est payable à même le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 10, a. 2 (*partie*).

He may also provide for the remuneration of such officers and employees and such remuneration shall be payable out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 10, s. 2 (*part*).

Destitution.

3. Un fonctionnaire ou un employé public, à titre permanent mais amovible, n'est destitué que par arrêté en conseil. S. R. 1941, c. 10, a. 3.

3. A public officer or employee, who is appointed under permanent commission, but who is removable from office, may be dismissed by order-in-council only. R. S. 1941, c. 10, s. 3.

Suspension.

4. Le chef d'un ministère peut suspendre tout fonctionnaire ou employé public qui appartient à son ministère ou qui en dépend; il peut aussi faire cesser la suspension et le réintégrer.

4. The head of any department may suspend any public officer or employee belonging to his department or attached thereto; he may also cause the suspension to cease, and may reinstate him.

Officiers conjoints.

Si cette suspension affecte un des conjoints occupant une ou plusieurs des charges mentionnées au deuxième alinéa de l'article 1, le procureur général peut, par lettre, autoriser l'autre conjoint à rester seul en fonction et à continuer, seul et sous son nom, à exercer les devoirs de la charge sans qu'il soit nécessaire de le nommer de nouveau ni de lui octroyer une nouvelle commission, et ce, jusqu'à ce que l'autorité conférée par la dite lettre soit révoquée. S. R. 1941, c. 10, a. 4.

If such suspension affects one of the joint-officers holding one or more of the offices mentioned in the second paragraph of section 1, the Attorney-General may, by letter, authorize the other joint-officer to remain alone in office and to continue, alone and in his own name, to perform the duties of the office without the necessity of appointing him anew or of granting him a new commission, and he shall so act until the authorization conferred by the said letter be revoked. R. S. 1941, c. 10, s. 4.

SECTION II

DIVISION II

DES COMMISSIONS

COMMISSIONS

Règlements.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements déclarant et définissant quels sont les fonctionnaires et les employés ou les classes de fonctionnaires et d'employés du service civil, nommés en vertu d'arrêtés en conseil, qui peuvent recevoir des commissions sous le grand sceau ou le sceau privé, respectivement, et quels honoraires doivent être payés sur ces commissions.

5. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations declaring and determining what officers or classes of officers in the civil service, appointed under orders-in-council, shall receive commissions under the Great Seal or under the Privy Seal, respectively, and what fee shall be paid thereon.

Commissions.

Ces commissions peuvent être délivrées aux fonctionnaires et employés qui n'en ont pas reçu et qui ont droit d'en recevoir. S. R. 1941, c. 10, a. 5.

Such commissions may be issued to the officers who have not received and are entitled to receive them. R. S. 1941, c. 10, s. 5.

Enregistrement.

Avis.

6. Les commissions délivrées en vertu de l'article 5 doivent être enregistrées au bureau du registraire de la province, et avis de ces nominations doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec* par le secrétaire de la province.

6. Every commission issued under section 5 shall be recorded in the office of the Provincial Registrar, and notice of the appointments shall be inserted in the *Quebec Official Gazette* by the Provincial Secretary.

- Liste. Une liste des commissions délivrées pendant l'année doit être soumise à la Législature dans les quinze premiers jours de la session qui suit. S. R. 1941, c. 10, a. 6.
- Décès du souverain. 7. II n'est pas nécessaire de renouveler, au décès du souverain, les commissions ou nominations en vertu desquelles les fonctionnaires ou les employés publics de la province remplissaient leurs charges ou exerçaient leurs professions respectives sous le règne précédent; mais une proclamation est émise par le lieutenant-gouverneur, autorisant tous ces fonctionnaires ou employés à continuer l'exercice de leurs fonctions ou professions. S. R. 1941, c. 10, a. 7.
- Proclamation. 7. Upon the demise of the Sovereign, it shall not be necessary to renew any commission or appointment by virtue whereof any public officer or employee of the Province held his office or exercised his profession during the preceding reign; but a proclamation shall be issued by the Lieutenant-Governor authorizing every such officer or employee to continue in the exercise of his functions or profession. R. S. 1941, c. 10, s. 7.
- Effet. 8. Après l'émission de la proclamation, chaque fonctionnaire ou employé public continue l'exercice des fonctions de sa charge ou profession, aussi pleinement que s'il était nommé de nouveau par une commission ou par un arrêté en conseil sous le nouveau souverain; toutes choses accomplies et tous actes faits de bonne foi par ces fonctionnaires ou employés dans l'exécution de leurs fonctions respectives, entre le temps du décès et celui de l'émission de la proclamation, sont bons et valides. S. R. 1941, c. 10, a. 8.
- Effect. 8. Such proclamation being issued, every public officer or employee shall continue in the exercise of the duties of his office or profession, as fully as if again appointed by commission or order-in-council under the new Sovereign; and all acts and things done and performed, in good faith, by every such officer or employee in the exercise of his duties, between the time of such demise and the issue of the proclamation, shall be good and valid. R. S. 1941, c. 10, s. 8.

SECTION III

DES SERMENTS D'ALLÉGEANCE ET D'OFFICE

- Serments d'allégeance et d'office. 9. Toute personne nommée à un office, à une charge ou à un emploi, tout maire, tout fonctionnaire ou officier d'une corporation publique et toute personne admise à pratiquer comme avocat, notaire ou arpenteur, doivent faire et souscrire les serments d'allégeance et d'office.
- Formule. Ces serments sont faits et souscrits suivant les formules 1 et 2 de la présente loi, sauf s'il est autrement prévu par une loi.
- Décès du souverain. Ces personnes ne sont pas obligées de prêter de nouveau le serment d'allégeance dans le cas de décès du souverain. S. R. 1941, c. 10, a. 9.
- Formule. 10. Les formules ci-dessus mentionnées sont celles des serments d'allégeance et d'office que prêtent les personnes qui, soit de leur propre mouvement, soit en confor-

DIVISION III

OATHS OF ALLEGIANCE AND OF OFFICE

9. Every person appointed to any office, function or employment, every mayor, every member or officer of any public corporation, and every person admitted to practise as an advocate, notary or land surveyor shall take and subscribe the oaths of allegiance and office.
- Forms. Such oaths shall be taken and subscribed according to the forms 1 and 2 of this act unless otherwise provided for by law.
- Death of Sovereign. Such persons shall not be obliged to take the oath of allegiance again upon the demise of the Sovereign. R. S. 1941, c. 10, s. 9.
- Forms. 10. The above-mentioned forms shall be those of the oaths of allegiance and office to be administered to every person who, either of his own accord or in compliance

mité d'une réquisition légalement faite, ou en obéissance aux prescriptions d'un statut, veulent ou doivent prêter ces serments. S. R. 1941, c. 10, a. 10.

with a lawful requirement, or in obedience to the directions of any statute, desires or is required to take such oaths. R. S. 1941, c. 10, s. 10.

Réception du serment.

11. Les juges, les magistrats et toutes autres personnes autorisées, soit en vertu de leurs charges soit par commission spéciale de la couronne à cet effet, peuvent recevoir les serments d'allégeance et d'office.

11. Judges, magistrates, and all other persons authorized by virtue of their office or by special commission from the Crown for that purpose, may administer the oaths of allegiance and office. Administering of oath.

Certificat.

Un double du certificat de prestation de ces serments est transmis sans délai par la personne qui les a reçus, au secrétariat de la province. S. R. 1941, c. 10, a. 11.

A duplicate of the certificate of the taking of such oaths shall be immediately sent by the person administering them to the Department of the Provincial Secretary. R. S. 1941, c. 10, s. 11. Duplicate.

SECTION IV

DIVISION IV

DES CAUTIONNEMENTS DES EMPLOYÉS PUBLICS

SECURITY TO BE GIVEN BY PUBLIC OFFICERS AND EMPLOYEES

Percepteurs, etc.

12. Toute personne nommée à une charge ou à un emploi dans un ministère du gouvernement, ou à une charge ou fonction de confiance, dans lesquels elle reçoit ou paye des deniers publics, doit fournir un cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 12.

12. Every person appointed to any office or employment in a public department of the Government or to any office or place of trust, in which he receives or pays out public moneys, shall give security. R. S. 1941, c. 10, s. 12. Collectors, etc.

Officiers de justice.

13. Les protonotaires de la Cour supérieure, les greffiers de la Cour de magistrat, les shérifs, les huissiers de la Cour supérieure et les registrateurs sont également tenus de fournir un cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 13; 6 Geo. VI, c. 17, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, aa. 3 et 4.

13. Prothonotaries of the Superior Court, clerks of the Magistrate's Court, sheriffs, bailiffs of the Superior Court and registrars shall likewise give security. R. S. 1941, c. 10, s. 13; 6 Geo. VI, c. 17, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, ss. 3 and 4. Judicial officers, etc.

Idem.

14. Les officiers nommés en vertu des articles 83 et 131 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 20), 18 de la Loi des salaires d'officiers de justice (chap. 31), et 26 de la Loi des bureaux d'enregistrement (chap. 319), sont tenus de donner un cautionnement, si la chose leur est demandée, à la satisfaction du procureur général. S. R. 1941, c. 10, a. 14.

14. The officers appointed under sections 83 and 131 of the Courts of Justice Act (Chap. 20), 18 of the Officers of Justice Salary Act (Chap. 31), and 26 of the Registry Office Act (Chap. 319), shall, if so required, give security to the satisfaction of the Attorney-General. R. S. 1941, c. 10, s. 14. Idem.

Autres fonctionnaires.

15. Le ministre des finances peut aussi exiger de tout autre fonctionnaire ou employé public, ou de toute autre classe de fonctionnaires ou d'employés publics, qu'ils fournissent un cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 15; 8-9 Eliz. II, c. 35, a. 1.

15. The Minister of Finance may also require any other public officer or employee or any other class of public officers or employees to give security. R. S. 1941, c. 10, s. 15; 8-9 Eliz. II, c. 35, s. 1. Other officers.

- Montant du cautionnement.** 16. Le ministre des finances fixe le montant du cautionnement et le délai dans lequel il doit être consenti, s'ils ne sont pas déjà fixés par la loi. **16.** The Minister of Finance shall determine the amount of the security and the delay within which it is to be given, if not already determined by law. Amount of security.
- Insuffisance.** Il peut également déclarer insuffisant tout cautionnement déjà fourni et exiger qu'un autre soit donné à sa place. S. R. 1941, c. 10, a. 16; 8-9 Eliz. II, c. 35, a. 1. He may also declare any security already given to be insufficient, and require another to be given in its place. R. S. 1941, c. 10, s. 16; 8-9 Eliz. II, c. 35, s. 1. Insufficiency.
- Objet du cautionnement.** 17. Le cautionnement donné par un fonctionnaire ou un employé public est une garantie de sa fidélité dans l'accomplissement de ses devoirs, de la reddition de compte et du paiement des deniers publics ou autres, placés entre ses mains ou sous son contrôle, aux personnes qui sont autorisées à les recevoir ou qui y ont droit; du parfait accomplissement, en toute circonstance, des obligations qui lui sont imposées; et du paiement des dommages que la province, ou que toute personne pourrait souffrir par sa négligence, son inconduite, ou sa malversation. S. R. 1941, c. 10, a. 17. **17.** The security given by any public officer or employee shall be a guarantee of the faithful performance of his duties; of his accounting for and paying over all public or other moneys, entrusted to him or under his control, to the persons authorized or entitled to receive the same; of his faithful performance of the obligations imposed upon him; and of the payment of the damages occasioned to the Province or to any person through his negligence, misconduct or malversation. R. S. 1941, c. 10, s. 17. Terms of security.
- Député.** 18. Le cautionnement donné par un officier public est aussi une garantie des actes et omissions du député nommé par lui avant ou après qu'il a fourni ce cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 18. **18.** The security given by a public officer shall be a guarantee also of the acts and omissions of the deputy appointed by him before or after he has furnished such security. R. S. 1941, c. 10, s. 18. Deputy.
- Idem.** 19. Ce cautionnement est aussi une garantie des actes et omissions du député dans l'accomplissement de ses devoirs durant les trente jours qui suivent la date de l'arrêté ministériel acceptant la démission de l'officier qui l'a nommé ou révoquant la commission de cet officier, ou la date où cette commission devient caduque par décès ou autrement; cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans ce délai de trente jours ou après, exiger que le député qui remplace l'officier de justice qui l'a nommé fournisse un nouveau cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 19. **19.** Such security shall be a guarantee also of the actions and omissions of the deputy in the performance of his duties during thirty days after the date of the order-in-council accepting the resignation of the officer who appointed him or cancelling the commission of such officer, or the date on which such commission lapses by death or otherwise; nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may require, within such delay of thirty days or after, that the deputy, replacing the officer of justice who appointed him, furnish new security. R. S. 1941, c. 10, s. 19. Idem.
- Espèces de cautionnements.** 20. Ce cautionnement doit être un cautionnement par nantissement de deniers ou d'obligations (*debentures*) ou un cautionnement par police de garantie; ou, à l'option du lieutenant-gouverneur en conseil, un cautionnement hypothécaire. S. R. 1941, c. 10, a. 20. **20.** Such security shall be in the form of a pledge of money or debentures, or a security by guarantee policy, or, at the option of the Lieutenant-Governor in Council, of hypothecary security. R. S. 1941, c. 10, s. 20. Kinds of security.

Nantissement.

31. Le cautionnement par nantissement consiste en un dépôt fait par le fonctionnaire ou l'employé public, ou par toute caution pour lui, d'une somme d'argent égale au montant de la garantie, entre les mains du ministre des finances, ou à son crédit dans une banque approuvée par lui; ou dans le dépôt fait par le fonctionnaire ou l'employé public, ou par toute caution pour lui entre les mains du ministre des finances, d'obligations (*debentures*) approuvées par ce dernier et jusqu'à concurrence du montant requis, au taux fixé.

Assurance-caution.

Le cautionnement par police de garantie consiste dans une police de garantie en faveur du ministre des finances, émise par la société d'assurance européenne mentionnée dans la loi impériale 22 Victoria, chapitre 25, ou par toute compagnie constituée en corporation et autorisée pour les mêmes objets, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Hypothèque.

Le cautionnement hypothécaire consiste dans une constitution d'hypothèque dûment enregistrée, consentie sur des biens-fonds de valeur suffisante, par le fonctionnaire ou l'employé public ou par toute caution pour lui, jusqu'à concurrence du montant requis, en faveur du ministre des finances.

L'enregistrement de cette constitution d'hypothèque se fait par dépôt. S. R. 1941, c. 10, a. 21; 11 Geo. VI, c. 72, a. 43.

Examen du document.

33. Toute personne peut prendre communication du document qui constitue le cautionnement, au ministère des finances, en payant l'honoraire qui est fixé par arrêté en conseil. S. R. 1941, c. 10, a. 22.

Intérêts.

33. Dans le cas d'un cautionnement par nantissement, tous les intérêts provenant des deniers ou des obligations (*debentures*) donnés en gage, appartiennent et sont remis à la personne qui a fourni ce cautionnement, tant que le fonctionnaire ou l'employé public n'a pas commis ou omis un acte qui constitue une violation du cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 23.

Insaisissabilité.

34. Les deniers et les obligations (*debentures*) donnés en gage ne sont pas, pendant la durée du cautionnement, sujets à la saisie-arrêt avant ou après jugement. S. R. 1941, c. 10, a. 24.

21. Security by pledge consists in the deposit in money to the amount of the security, by the public officer or employee, or by any surety for him, in the hands of the Minister of Finance or to his credit in any bank approved by him; or in the deposit by the public officer or employee, or by any surety for him, in the hands of the Minister of Finance, of debentures approved by the latter to the amount required, at the rate fixed.

Security by guarantee policy consists in a guarantee policy in favour of the Minister of Finance, issued by the European Assurance Society mentioned in the Imperial Act 22 Victoria, chapter 25, or by any company incorporated and empowered for like purposes, approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Hypothecary security consists in a duly registered hypothecation of immoveable property of sufficient value, by the public officer or employee, or by a surety for him, to the amount required in favour of the Minister of Finance.

Registration of this hypothecation is effected by deposit. R. S. 1941, c. 10, s. 21; 11 Geo. VI, c. 72, s. 43.

22. Any person may examine the document constituting the security, in the Department of Finance, on paying the fee fixed by order-in-council. R. S. 1941, c. 10, s. 22.

23. In the case of security by pledge, all interest arising from the moneys or debentures deposited as security shall belong and be paid to the person who has given such security, so long as the public officer or employee has not done or neglected to do anything the doing or neglecting of which would be a breach of the security. R. S. 1941, c. 10, s. 23.

24. The moneys and debentures given as security shall not, while such security lasts, be liable to seizure either before or after judgment. R. S. 1941, c. 10, s. 24.

- Libération de la caution.** 25. La caution d'un fonctionnaire ou d'un employé public peut libérer les deniers ou obligations (*debentures*) par elle donnés en gage, ou les biens-fonds par elle hypothéqués, de toute obligation future résultant de son cautionnement, en donnant au ministre des finances un avis préalable à cet effet d'au moins trois mois. S. R. 1941, c. 10, a. 25.
- Paiement de la prime.** 26. La prime de police de garantie, dans le cas de fonctionnaires ou d'employés publics salariés par le gouvernement, est payée par le ministre des finances, qui en obtient le reçu et le dépose dans les archives du ministère des finances.
- Retenue.** La somme ainsi payée par le ministre des finances pour chaque fonctionnaire ou employé est retenue sur son traitement.
- Police collective.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des finances à prendre, pour tenir lieu du cautionnement des fonctionnaires ou employés publics, une police collective de garantie, et à acquitter la prime de cette police à même le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 10, a. 26.
- Renouvellement.** 27. Dans le cas de fonctionnaires ou d'employés publics non salariés par le gouvernement, chacun d'eux doit, dans le mois avant l'expiration de la garantie, transmettre au ministère des finances un reçu de renouvellement, ou une nouvelle police de garantie. S. R. 1941, c. 10, a. 27.
- Cautionnement hypothécaire.** 28. Le cautionnement hypothécaire a l'effet d'une obligation principale jusqu'à concurrence du montant pour lequel il est donné, bien que la somme recouvrable par suite de la violation du cautionnement soit incertaine et indéterminée.
- Rang.** Cette hypothèque prend rang du jour où le cautionnement a été enregistré. S. R. 1941, c. 10, a. 28.
- Radiation.** 29. L'enregistrement de l'hypothèque ainsi constituée est radié sur dépôt d'un certificat du procureur général, en conformité de l'article 2151 du Code civil. S. R. 1941, c. 10, a. 29.
- Rapport du ministre.** 30. Le ministre des finances doit, de temps en temps, s'enquérir de la suffi-
- 25.** The surety of a public officer or employee may free the moneys or debentures given as security, or the immoveable property hypothecated by him, from future liability under his suretyship, by giving at least three months' previous notice to that effect to the Minister of Finance. R. S. 1941, c. 10, s. 25.
- 26.** The premium upon guarantee policies, in the case of public officers or employees receiving salaries from the Government, shall be paid by the Minister of Finance, who shall obtain the receipts therefor and deposit them among the records of the Department of Finance.
- The sum so to be paid by the Department of Finance for each officer or employee shall be deducted from his salary.
- The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to take out, in order to be substituted for the security of public officers or employees, a group guarantee policy, and to pay the premium upon such policy out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 10, s. 26.
- 27.** Every public officer or employee not receiving a salary from the Government shall, during the month before the expiry of the guarantee, send to the Department of Finance a renewal receipt or a new guarantee policy. R. S. 1941, c. 10, s. 27.
- 28.** The hypothecary security shall have the effect of a principal obligation for the stated amount thereof, although the amount recoverable for the breach thereof be uncertain and undetermined.
- Such hypothec shall rank from the date when the bond was registered. R. S. 1941, c. 10, s. 28.
- 29.** A certificate of the Attorney-General, in accordance with article 2151 of the Civil Code, shall have the effect of cancelling such hypothec. R. S. 1941, c. 10, s. 29.
- 30.** The Minister of Finance shall, from time to time, inquire into the suffi-
- Surety may free himself.*
- Payment of premiums.*
- Deduction.*
- Group policy.*
- Renewal.*
- Hypothecary security.*
- Ranking.*
- Cancellation.*
- Report by Minister.*

sance des cautionnements; et, si un cautionnement a cessé d'être suffisant, il doit en communiquer le fait au lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 10, a. 30.

31. Tout fonctionnaire ou employé public qui néglige de fournir, de continuer ou renouveler un cautionnement, lorsqu'il est tenu de le faire, est, par là même, déchu de sa charge ou de son emploi; mais cette déchéance n'invalide pas les actes accomplis pendant qu'il occupait son office.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger le délai pour fournir le cautionnement, s'il apparaît que ce délai est insuffisant par suite de circonstances particulières.

Il peut aussi, chaque fois que le défaut de fournir le cautionnement ne provient pas d'une négligence volontaire, remettre la peine de la déchéance et réintégrer le fonctionnaire ou employé ainsi déchu. S. R. 1941, c. 10, a. 31.

32. Dans les documents faits, de même que dans les actions intentées en vertu de la présente loi, il n'est pas nécessaire de se servir du nom personnel du ministre des finances. S. R. 1941, c. 10, a. 32.

33. Dans les actions intentées pour le recouvrement d'une somme due en vertu d'un cautionnement à raison de sa violation, le certificat du ministre des finances est une preuve de cette violation et de l'exigibilité du montant. S. R. 1941, c. 10, a. 33.

34. Le cautionnement a effet en premier lieu et par préférence en faveur du ministre des finances pour couvrir toute perte causée à la province par le fait de sa violation, et, en second lieu, en faveur des personnes qui ont subi des pertes à raison de cette violation.

Ces personnes ayant préalablement obtenu l'autorisation du procureur général, peuvent, pour leur propre avantage, mais à leurs propres risques en ce qui concerne les frais, intenter une action au nom du ministre des finances pour le recouvrement de leurs pertes à même ce cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 34.

ciency of the securities; and, if any security has ceased to be sufficient, he shall communicate such fact to the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 10, s. 30.

31. Every public officer or employee failing to give, continue or renew any security, when he is obliged to do so, shall *ipso facto* forfeit his office or employment; but such forfeiture shall not void any act done by him while he held such office. Forfeiture.

The Lieutenant-Governor in Council may extend the delay to give security, if it appears that it is insufficient owing to special circumstances. Extension of delay.

He may also, in any case in which the failure to give security has not arisen from wilful neglect, release the forfeiture and reinstate the officer or employee who has so forfeited his office. R. S. 1941, c. 10, s. 31. Reinstatement.

32. In any document made or suit brought under this act, the personal name of the Minister of Finance need not be used. R. S. 1941, c. 10, s. 32. Description of Minister.

33. In any action brought for the recovery of any sum due in virtue of any security, in consequence of any breach thereof, the certificate of the Minister of Finance shall be proof of such breach and of such amount being due. R. S. 1941, c. 10, s. 33. Evidence.

34. The security shall inure in the first place and preferentially to the Minister of Finance to cover any loss to the Province arising from any breach thereof, and, in the second place, to any person who has suffered loss by reason of any such breach. Inurement.

Any such person, having first obtained the authorization of the Attorney-General, may, for his own benefit, but at his own risk as regards costs, bring suit in the name of the Minister of Finance for the recovery of his loss out of such security. R. S. 1941, c. 10, s. 34. Suits.

Garantie
des frais.

35. L'autorisation mentionnée dans l'article 34 ne doit pas être accordée à moins que la personne qui en fait la demande ne fournisse un cautionnement, à la satisfaction du procureur général, pour le paiement des frais encourus en cas d'insuccès dans le procès ou dans les procédures qui s'y rapportent. S. R. 1941, c. 10, a. 35.

35. The authorization mentioned in section 34 shall not be granted unless the person applying for the same gives security, to the satisfaction of the Attorney-General, for the payment of all costs that may be incurred by reason of his failure in any such suit or in any proceeding therein. R. S. 1941, c. 10, s. 35.

Security
for costs.

Copie de
l'acte.

36. Sur paiement de l'honoraire fixé par arrêté en conseil, toute personne munie de cette autorisation peut obtenir du sous-ministre des finances une copie du document qui constitue le cautionnement sur lequel elle se propose de baser son action.

36. Any person having such authorization may, upon payment of the sum which is determined by order-in-council, obtain from the Deputy Minister of Finance a copy of the document constituting the security upon which he intends to bring suit.

Copy of
document.

Authen-
ticité.

Cette copie, qui doit être certifiée par le sous-ministre des finances, est une preuve authentique du cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 36.

Such copy, which shall be certified by the Deputy Minister of Finance, shall be authentic evidence of the security. R. S. 1941, c. 10, s. 36.

Authen-
ticity.

Remise
des
deniers.

37. Sauf pour les registrateurs, la remise des deniers ou des obligations (*debentures*) peut être faite, ou le certificat attestant l'extinction du cautionnement être accordé, dans le cours de l'année du décès, de la démission ou de la destitution du fonctionnaire ou de l'employé public, et, dans le cas de la révocation du cautionnement, dans le cours de l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation, si le ministre des finances est d'opinion qu'il n'y a pas eu violation du cautionnement. S. R. 1941, c. 10, a. 37.

37. Except in the case of registrars, the moneys or debentures may be returned, or the certificate of cancellation given, during the year after the death, resignation or dismissal of the public officer or employee, and, in the case of the withdrawal of the security, during the year following the three months after the notice of withdrawal, if the Minister of Finance be of opinion that there has been no breach of the security. R. S. 1941, c. 10, s. 37.

Return of
moneys.

Extinc-
tion du
caution-
nement.

38. Si, dans les trois années du décès, de la démission ou de la destitution d'un registrateur, ou si, dans les trois années qui suivent les trois mois après l'avis de la révocation par sa caution, il n'apparaît pas que ce registrateur se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient éteint.

38. If, within three years after the death, resignation or dismissal of any registrar, or if, within the three years which follow the three months after the notice of withdrawal by his surety, of his security, it does not appear that such registrar has been guilty of negligence, misconduct or malversation, the security given shall be extinguished.

Extinc-
tion of se-
curity.

Régistra-
teurs.

Regis-
trars.

Autres
officiers
publics.

Si, dans l'année du décès, de la démission ou de la destitution d'un fonctionnaire ou employé public autre qu'un registrateur, ou si, dans l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation par la caution de ce fonctionnaire ou de cet employé, il n'apparaît pas qu'il se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient également éteint.

If, within the year after the death, resignation or removal of any public officer or employee other than a registrar, or if, within the year which follows the three months after the notice of the withdrawal by his surety, of the security of such officer or employee, it does not appear that he has been guilty of negligence, misconduct or malversation, the security given shall be also extinguished.

Other
officers.

Remise
des
deniers.

Dans les deux cas, les deniers ou les obligations (*debentures*) donnés en gage sont remis, ou l'hypothèque est radiée.

In both cases the moneys or debentures pledged as security shall afterwards be returned or the hypothec cancelled, as the case may be. Return of moneys.

Respon-
sabilité
mainte-
nue.

Toutefois ces fonctionnaires et ces employés publics, ainsi que leurs représentants légaux, restent responsables personnellement, conformément aux dispositions du Code civil, des dommages qui peuvent résulter de leur négligence, inconduite ou malversation. S. R. 1941, c. 10, a. 38.

Such public officers and employees, however, and their legal representatives, shall remain personally liable, in accordance with the provisions of the Civil Code, for the damages arising from their negligence, misconduct or malversation. R. S. 1941, c. 10, s. 38. Remain-
ing liabili-
ty.

Délai pour
fournir
caution-
nement.

39. Les protonotaires de la Cour supérieure, les greffiers de la Cour de magistrat, les shérifs, les coroners et les huissiers de la Cour supérieure, doivent fournir leur cautionnement dans l'espace de trois mois de la date de leur nomination et avant d'entrer en fonction. S. R. 1941, c. 10, a. 39; 1-2 Eliz. II, c. 29, aa. 3 et 4.

39. Every prothonotary of the Superior Court, clerk of the Magistrate's Court, sheriff, coroner and bailiff of the Superior Court, must give security within three months after the date of his appointment and before entering upon the discharge of the duties of his office. R. S. 1941, c. 10, s. 39; 1-2 Eliz. II, c. 29, ss. 3 and 4. Delay to
give secur-
ity.

Officiers
de justice.Judicial
officers.Régis-
trateurs.

40. Les registrateurs doivent fournir leur cautionnement dans l'espace d'un mois de la date de leur nomination, s'ils sont alors dans la province; et dans celui de trois mois, s'ils sont absents, à moins qu'ils n'arrivent avant l'expiration des deux premiers mois, et, dans ce cas, dans l'espace d'un mois après leur arrivée. S. R. 1941, c. 10, a. 40.

40. Every registrar must give security within one month from the date of his appointment, if then in the Province; or, if absent, within three months, unless he arrives before the end of the first two months, and in that case, within one month after his arrival. R. S. 1941, c. 10, s. 40. Regis-
trars.

Shérifs et
coroners.

41. Tout shérif ou coroner qui agit comme tel en matières civiles, sans avoir préalablement fourni son cautionnement, ou sans l'avoir renouvelé, le cas échéant, est passible d'une amende n'excédant pas deux mille dollars, dont la moitié appartient à Sa Majesté pour les usages publics de la province, et l'autre moitié à celui qui, dans les six mois après l'infraction commise, en fait la poursuite. S. R. 1941, c. 10, a. 41.

41. Every sheriff or coroner who acts as such in civil matters, without having first given security, or without having renewed the same when necessary, shall incur a fine of not more than two thousand dollars, of which one-half shall belong to Her Majesty for the public uses of the Province, and the other half to any person who, within six months after the commission of the offence, sues therefor. R. S. 1941, c. 10, s. 41. Sheriffs
and coro-
ners.

État des
caution-
nements.

42. Le ministre des finances doit produire, pour l'instruction de la Législature, dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session, un état détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la présente loi et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature. S. R. 1941, c. 10, a. 42.

42. The Minister of Finance shall, within the first fifteen days of the opening of each session, produce, for the information of the Legislature, a detailed statement of all securities given under the authority of this act, and of any changes that may have been made thereto, since the period of the previous return submitted to the Legislature. R. S. 1941, c. 10, s. 42. State-
ment of
securities.

SECTION V

DIVISION V

DE LA SAISISABILITÉ DES TRAITEMENTS

SEIZURE OF SALARIES

Saisie-arrêt. 43. Dans le cas de saisie du traitement d'un fonctionnaire ou d'un employé public, une copie du bref de saisie-arrêt est signifiée et laissée entre les mains du chef ou du sous-chef du ministère ou du bureau dans lequel le fonctionnaire ou l'employé public rend ses services et est payé. S. R. 1941, c. 10, a. 43.

Rapport au lieu de déclaration. 44. Le chef ou le sous-chef du ministère ou du bureau dans lequel le traitement ainsi saisi est payé, au lieu de faire une déclaration sous serment, fait un rapport au tribunal, sous sa signature, constatant le montant du traitement dû lors de la signification du bref de saisie-arrêt et celui du traitement à échoir chaque mois, si ce fonctionnaire ou employé public continue son service dans les mêmes conditions. S. R. 1941, c. 10, a. 44.

Réclamations des créanciers. 45. Il est néanmoins loisible à tout créancier d'un fonctionnaire ou employé public, avant d'intenter une poursuite ou de faire émettre un bref de saisie-arrêt, de produire un état sous serment de sa créance, ou une copie de jugement, au ministère ou au bureau dans lequel ce fonctionnaire ou employé public reçoit son traitement.

Paiement de consentement. Si le fonctionnaire ou l'employé public reconnaît devoir la somme réclamée et en autorise, par écrit, le paiement sur la partie saisissable de son traitement, le chef ou le sous-chef de ce ministère ou de ce bureau paye le créancier conformément à l'autorisation, à chaque époque de paiement du traitement.

Paiement proportionnel. Si plusieurs créanciers se présentent en même temps ils sont payés concurremment en proportion de leurs créances respectives. S. R. 1941, c. 10, a. 45.

Restriction. 46. Rien dans l'article 45 ne peut avoir l'effet d'empêcher la saisie de la partie saisissable du traitement en vertu du paragraphe 9 de l'article 599 du Code de procédure civile; et, au cas d'une telle saisie, l'autorisation donnée en vertu de l'article 45, devient nulle et sans effet. S. R. 1941, c. 10, a. 46.

Attachment. 43. In case of the seizure of the salary of any public officer or employee, a copy of the writ of attachment shall be served and left with the head or deputy-head of the department or office in which the public officer or employee is employed and paid. R. S. 1941, c. 10, s. 43.

Report in lieu of declaration. 44. The head or deputy-head of the department or office in which the salary so seized is paid, instead of making a declaration under oath, shall report to the court, under his signature, stating the amount of the salary due at the time of the service of the writ of attachment and the amount of the salary to become due every month, if such public officer or employee continues his services under the same conditions. R. S. 1941, c. 10, s. 44.

Creditors' claims. 45. Any creditor of a public officer or employee may, however, before taking a suit or causing a writ of attachment to issue, produce a sworn statement of his claim or a copy of judgment at the department or office in which such public officer or employee receives his salary.

Paiement by consent. If the public officer or employee acknowledges himself to be indebted in the sum demanded, and, in writing, authorizes the payment thereof out of the portion of his salary liable to seizure, the head or deputy-head of such department or office shall pay the creditor, according to the authorization, on each pay day.

Proportional payment. If several creditors present themselves at the same time, they shall be paid concurrently in proportion to their respective claims. R. S. 1941, c. 10, s. 45.

Restriction. 46. Nothing in section 45 shall prevent the seizure of the part of the salary liable to seizure under paragraph 9 of article 599 of the Code of Civil Procedure; and, in the event of such seizure, the authorization given under section 45 shall become null and of no effect. R. S. 1941, c. 10 s. 46.

SECTION VI

DIVISION VI

DES ASSURANCES COLLECTIVES SUR LA VIE ET
CONTRE LA MALADIE DES EMPLOYÉS PUBLICSPUBLIC OFFICERS LIFE AND SICKNESS GROUP
INSURANCEAssuran-
ce col-
lective
autorisée.

47. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à prendre, sur la vie de tous fonctionnaires ou employés publics du gouvernement de cette province ou de toute classe ou classes spéciales de fonctionnaires ou employés, qu'il détermine, des polices d'assurance suivant le système connu sous le nom « d'assurance collective » (*group insurance*); et il peut payer aux compagnies d'assurance intéressées, en totalité ou en partie, la prime nécessaire à même le fonds consolidé du revenu; pourvu qu'il soit loisible à tout fonctionnaire ou employé public de faire connaître son désir de n'être inclus dans aucune de ces assurances collectives. S. R. 1941, c. 14, a. 2.

47. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to take out insurance policies under the system known as "group insurance" upon the lives of all public officers and employees of the Provincial Government or of any special class or classes thereof as he may determine, and may pay, to the insurance companies concerned, wholly or in part, the necessary premium out of the consolidated revenue fund; provided that any public officer or employee may signify his desire not to be included in any such group. R. S. 1941, c. 14, s. 2.

Group in-
surance
author-
ized.Condi-
tions.

48. Chacune des polices mentionnées dans l'article 47 doit s'appliquer, dans tel groupe d'employés publics, sur la vie de chaque employé pour un montant basé sur le chiffre de son traitement ou sur la durée de son service ou autrement, et être conforme aux termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer. S. R. 1941, c. 14, a. 3.

48. Every such policy mentioned in section 47 shall apply to such group of public employees, for such amount upon the life of each employee, whether based on the amount of his salary or the length of his service or otherwise, and shall be according to such terms and conditions as the Lieutenant-Governor in Council may determine. R. S. 1941, c. 14, s. 3.

Condi-
tions.

Bénéfices.

49. Les bénéfices devenant dus en vertu de chacune de ces polices lors du décès d'un employé ou à l'occasion de la survivance, à son sujet, d'un certain événement, sont payables à cet employé ou à ses héritiers ou représentants légaux, et ne sont ni cessibles ni saisissables. S. R. 1941, c. 14, a. 4.

49. The benefits becoming due under every such policy upon the death of, or the happening of any certain event to, any employee, shall be payable to such employee or to his heirs or legal representatives, and shall be neither transferable nor subject to seizure. R. S. 1941, c. 14, s. 4.

Benefits.

Assuran-
ce collec-
tive contre
la
maladie.

50. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à prendre, en faveur de tous fonctionnaires ou employés publics du gouvernement de cette province ou de toute classe ou classes spéciales de fonctionnaires ou employés, qu'il détermine, des polices d'assurance contre la maladie, suivant le système connu sous le nom « d'assurance collective » (*group insurance*); et il peut payer aux compagnies d'assurance ou aux sociétés intéressées une partie de la prime

50. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to take out, in favour of all public officers or employees of the Provincial Government or of any class or classes thereof, as he may determine, insurance policies against sickness, under the system known as "group insurance", and may pay to the insurance companies or to the societies concerned a part of the necessary premium out of the consolidated revenue fund; provided that any public officer or em-

Group in-
surance
against
sickness.

nécessaire, à même le fonds consolidé du revenu; pourvu qu'il soit loisible à tout fonctionnaire ou employé public de faire connaître son désir de n'être inclus dans aucune de ces assurances collectives.

Disposi-
tions
applica-
bles.

Les dispositions des articles 48 et 49 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux polices d'assurance prévues par le présent article. S. R. 1941, c. 14, a. 5.

ployee may signify his desire not to be included in any such group.

The provisions of sections 48 and 49 shall apply, *mutatis mutandis*, to the insurance policies contemplated by this section. R. S. 1941, c. 14, s. 5. Provi-
sions ap-
plicable.

FORMULES

No 1.—(Article 9)

SERMENT D'ALLÉGEANCE

Serment
d'allé-
geance.

« Je, A. B., jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la reine (*nom du souverain régnant*), ses hoirs et successeurs, selon la loi. Ainsi Dieu me soit en aide! » S. R. 1941, c. 10, formule 1.

No 2.—(Article 9)

SERMENT D'OFFICE

Serment
d'office.

« Je, A. B., jure que je remplirai les devoirs de mon office (*ou de ma charge ou de mon emploi, suivant le cas,*) de
avec honnêteté, fidélité
et justice. Ainsi Dieu me soit en aide! »
S. R. 1941, c. 10, formule 2.

FORMS

No. 1.—(Section 9)

OATH OF ALLEGIANCE

“I, A. B., do swear that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty (*name of the reigning Sovereign*), her heirs and successors, according to law. So help me God”. R. S. 1941, c. 10, form 1. Oath of
alle-
giance.

No. 2.—(Section 9)

OATH OF OFFICE

“I, A. B., do swear that I will fulfill the duties of my office (*or my functions or employment, as the case may be,*) of
, honestly, faithfully and
justly. So help me God”. R. S. 1941,
c. 10, form 2. Oath of
office.